

Loi Chirac-Ferry sur le voile



**Contre une
loi raciste et
anti-jeunes**

Mobilisons-nous

Interview d'Olivier Besancenot

Pour les prochaines élections régionales et européennes, la Ligue communiste révolutionnaire a décidé de s'allier avec Lutte ouvrière, pour mener une campagne commune. Nous avons demandé à Olivier Besancenot, porte-parole de la LCR, de nous en dire plus.

RED : Pourquoi cet accord avec Lutte ouvrière ?

Olivier Besancenot : Les derniers mois ont été marqués par les manifestations contre la guerre, le mouvement de mai-juin 2003, celui des intermittents du spectacle, le rassemblement du Larzac et le mouvement étudiant. Ces mobilisations ont exprimé l'exigence de la justice sociale, le refus des politiques libérales et guerrières, dictées par les capitalistes, à l'échelle nationale comme internationale. L'enjeu majeur des prochaines élections sera donc l'expression d'une alternative à ces orientations libérales, mises en œuvre hier par les gouvernements de la gauche plurielle, et concrétisées aujourd'hui avec cynisme et arrogance par le gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy. La forte apparition d'un pole électoral anticapitaliste, défendant un programme d'urgence sociale et démocratique est déterminante face à un Front national qui cherchera une nouvelle fois à capitaliser le rejet des politiques gouvernementales des dernières années.

Bien sûr, la LCR et LO ont des désaccords, notamment sur la place des mobilisations contre la mondialisation capitaliste, ou sur la façon de construire nouvelle force politique anticapitaliste. Mais, vus les scores qu'a réalisés l'extrême gauche à l'élection présidentielle, vue la place qu'a prise l'extrême gauche dans son ensemble dans les dernières mobilisations sociales et vu l'audience des réponses anticapitalistes exprimées dans les dernières luttes et pendant le rassemblement de cet été au Larzac, la LCR et LO ont une responsabilité commune : proposer ces réponses à une échelle de masse dans les prochains mois. Nous avons une responsabilité : faire apparaître le plus clairement possible une alternative crédible

aux attaques qui sont menées actuellement par le gouvernement, et aux réponses social-libérales de la gauche plurielle. C'est en menant une campagne commune que nous avons les meilleures chances d'y parvenir.

RED : Qu'allez-vous mettre en avant dans cette campagne ?

O.B. : Nous voulons mettre en avant des réponses anticapitalistes aux aspirations sociales et démocratiques qui se sont exprimées dans les mobilisations, mettre en avant un programme de défense des droits des travailleurs face à un gouvernement qui prétend faire des « réformes » mais qui, en réalité, met en place une politique d'agression systématique contre les travailleurs. Le principal problème pour la majorité de la population est, aujourd'hui, celui du chômage et de la précarité. Pour le résoudre, il faut enlever au patronat et aux financiers le pouvoir absolu qu'ils exercent sur l'économie. Cela se fait par exemple par la suppression des secrets bancaire et commercial, la transparence sur les comptes des entreprises, publiques comme privées, afin que chacun puisse y accéder et vérifier d'où vient l'argent et où il va. Il faut interdire les licenciements collectifs dans les entreprises qui font du profit et leur imposer le maintien des emplois sous peine de récupérations des subventions et de réquisition de ces entreprises. Il faut prendre sur les énormes profits du grand patronat pour créer les centaines de milliers d'emplois utiles qui font aujourd'hui défaut dans les services publics qu'il faut non seulement défendre mais étendre : les hôpitaux, l'Éducation nationale, les transports en commun, la poste, EDF-GDF, mais aussi pour construire

des logements à loyer abordable, des maisons de retraite, des crèches et des garderies indispensables pour les femmes travailleuses, des installations collectives dans les quartiers populaires.

Face aux attaques du gouvernement, il faut remettre en cause les lois Raffarin-Fillon sur les retraites, rejeter tout attaque contre la Sécurité sociale. Il faut remettre en cause les lois sécuritaires de Sarkozy, qui sont une attaque en règle contre les jeunes et les immigrés, et mettre un coup d'arrêt à la politique raciste de ce gouvernement

Nous voulons aussi mettre en avant notre solidarité avec les luttes anti-impérialistes et la dénonciation de l'organisation capitaliste de l'économie à l'échelle du monde qui réduit à la misère des millions de personnes pour accumuler des richesses fantastiques entre les mains d'une minorité et qui provoque des dégâts irréparables sur l'environnement et la nature.

RED : La LCR va-t-elle défendre quelque chose de spécifique dans cette campagne ?

O.B. : D'abord, il y aura la campagne commune, avec une série de meetings communs dans les grandes villes et tout le travail des sections locales des deux organisations et des JCR. Il y aura les centaines de milliers de tracts à diffuser, d'affiches à coller, avec tous ceux qui souhaitent soutenir la campagne. Tout ce travail commun constituera notre plus grande occupation. En plus des thèmes que nous défendrons en commun avec Lutte Ouvrière, la LCR défendra un certain nombre de propositions spécifiques : contre les violences faites aux femmes, pour l'égalité des droits, contre la relance du programme

électro-nucléaire, pour l'autonomie de la jeunesse...

Mais, dès le premier semestre, la Ligue a aussi mis en place une campagne pour faire le lien entre la campagne électorale et notre activité sur les mobilisations sociales et altermondialistes. Nous voulons continuer à dénoncer la mondialisation capitaliste et la guerre, qui restent des attaques permanentes contre les peuples du monde. Depuis notre congrès, début novembre 2003, nous avons aussi popularisé un appel pour une nouvelle force anticapitaliste. Les dernières mobilisations sociales comme l'écho qu'ont rencontré les candidatures de l'extrême gauche à l'élection présidentielle de 2002 montrent la nécessité et la possibilité de construire un tel parti. Ce parti se fixerait comme tâche de construire les mobilisations, dans l'unité, contre l'impérialisme et la mondialisation capitaliste, développer les luttes sociales pour gagner de nouveaux droits pour les travailleurs. Ce serait un parti féministe, écologiste, une force de lutte contre toutes les oppressions, et qui se fixerait comme objectif un gouvernement des travailleuses et des travailleurs appuyé sur les mobilisations populaires, pour engager une transformation sociale radicale permettant la satisfaction des besoins sociaux.

Ce projet s'adresse aux autres organisations d'extrême gauche, en particulier à Lutte ouvrière, à tous ceux qui nous ont soutenu dans les dernières échéances électorales, et plus largement à tous ceux qui se sont retrouvés avec nous dans les mobilisations et refusent les compromissions de la gauche plurielle.

	<i>Propos recueillis par Antoine,</i> [Jussieu]
---------------	--

Abonnez-vous ! Prenez contact !

- Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro) 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet au Portugal)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :

- brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
- carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
- brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
- brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total : euros
Chèque à l'ordre de RCJ

Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville
Téléphone e-mail

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
mail : jcr@jcr-red.org — web : www.jcr-red.org

Agenda de la campagne LO-LCR

Meetings LCR :

Vendredi 23 janvier : Vitry (94) avec Roseline Vachetta
Lundi 26 janvier : Le Puy avec François Sabado
Vendredi 30 janvier : Gap, avec Alain Krivine
Samedi 31 janvier : Fête LCR de Marseille, avec Alain Krivine
Dimanche 1er Février : Meeting LCR de lancement de la campagne RP (Eurosites – Plaine Saint-Denis) avec Olivier Besancenot

Meetings régionaux LCR – LO :

Lundi 2 février : Rouen, avec Arlette Laguiller et Olivier Besancenot
Vendredi 6 Février : Paris (Mutualité), avec Arlette Laguiller et Olivier Besancenot
Mercredi 11 Février : Strasbourg, avec Arlette Laguiller et Alain Krivine
Jeudi 12 Février : Poitiers, avec Arlette Laguiller et Alain Krivine
Vendredi 13 février : Limoges , avec Arlette Laguiller et Olivier Besncenot (à confirmer pour Olivier)
Lundi 16 Février :Tours, avec Arlette

Laguiller et Olivier Besancenot
Mercredi 18 Février : Besançon , avec Arlette Laguiller et Alain Krivine

Campagne LO-LCR : c'est parti !

Les élections régionales approchent et la campagne est désormais lancée. Les uns après les autres, les grands partis annoncent leurs propositions. Pour les partis au gouvernement, comme pour ceux issus de l'ex-gauche plurielle, il s'agit de nous faire croire qu'ils vont enfin se préoccuper de nos problèmes !

La situation sociale au cœur de la campagne.

Depuis un an maintenant, les luttes ne s'arrêtent pas : les surveillants, les enseignants et les autres fonctionnaires, les intermittents du spectacle, les salarié-e-s de chez McDo ou Pizza Hut, les sans-papiers... Nous sommes de plus en plus nombreux à contester cette société et son cortège de chômage, de misère et d'exploitation. Il n'est plus possible d'ignorer la situation. Chirac lui-même est monté au créneau à l'occasion de ses vœux. Son nouvel objectif : résoudre le chômage des jeunes. Pourtant, depuis 20 ans, qu'il s'agisse des gouvernements de droite ou de gauche, personne n'a réussi à répondre réellement aux enjeux de la situation. La situation de la majorité de la population n'a cessé de se dégrader. Tous les indicateurs économiques indiquent que nous connaissons un niveau de vie inférieur à celui de nos parents. Et ils voudraient nous faire croire que cette fois-ci, ils vont vraiment améliorer notre quotidien ? Pourtant, les attaques continuent à pleuvoir !

Eviter le piège du vote utile !

En l'espace d'un an et demi, la droite a réussi à faire passer une grande partie de son programme de destruction des droits sociaux.

Sommaire

2 Actualité
Monde
4 Les complices des crimes de Saddam Hussein
Pacte de Genève : une tromperie de plus
Stopper les occupations !
Les industries françaises en Irak
5 New Dehli, tête de pont du mouvement altermondialiste
Brésil : bilan d'un an de gouvernement Lula
Crise de l'Europe ?

Dossier « loi discriminatoire »

6-7 Combattre la nouvelle loi
Une loi pour nous diviser et nous baillonner
Un loi pour défendre les droits des femmes ?
La place de l'Islam en France
Le racisme au « pays des droits de l'Homme »
Les luttes des immigrés qui ont marqué l'histoire
Tribune d'une position minoritaire aux JCR
Mais qui est Tariq Ramadan ?

Hexagone

9 Dans la rue contre le nucléaire !
Mouvement étudiant : rien n'est perdu !
Rennes 2 : une mobilisation exemplaire
Un syndicat de lycéens mission impossible ?
Jeunesse précaire, en galère, en colère !

Kultur

10 Sonic Jihad, Get free or die tryin'

Histoire

11 La lutte du peuple irlandais

édito

En avril dernier, le gouvernement avait déjà essayé de lancer le “débat” sur le foulard. Ce n'était pas un hasard : la mobilisation des enseignants gagnait en ampleur et allait déboucher sur les grandes grèves de mai-juin et le gouvernement savait pertinemment que le milieu enseignant était très divisé sur la question. Mais la manœuvre n'avait pas marché : les enseignants ne se sont pas laissés distraire de leurs objectifs, objectifs autour desquels ils étaient unis (la défense des retraites et le combat contre le démantèlement des services publics).

Comment faire maintenant que le gouvernement a relancé une polémique sur le sujet, allant jusqu'à prévoir de faire une loi pour interdire le foulard à l'école et, peut-être, les signes à caractère politiques : beaucoup de jeunes et de salariés perçoivent le caractère répressif d'une telle mesure mais d'autres expliquent, à juste titre, que le foulard est une tradition religieuse réactionnaire qui fait passer les femmes pour inférieures aux hommes. Faut-il soutenir le gouvernement qui dit lutter pour la laïcité et qui veut systématiser les exclusions des jeunes filles voilées pour défendre les droits des femmes ? Ou faut-il se battre contre son projet ?

Nous sommes attaqués de toutes parts. Mais ce que nous devons comprendre, c'est que nous devons être assez clairvoyants pour voir quelles sont les attaques les plus graves, sur lesquels la riposte est la plus urgente. Et trouver une base d'accord minimale avec tous ceux qui veulent se battre, une base qui permettent de s'unir sur la question en jeu même si on a des visions d'ensemble et des politiques différentes. Mais un base en même temps suffisamment claire pour une action efficace, pour faire reculer la classe dirigeante.

Les effets de la loi seraient négatifs pour les jeunes files voilées : au lieu de les émanciper, cela les renverrait au foyer et vers les écoles privées confessionnelles. Mais les conséquences seraient également dévastatrices pour l'ensemble des jeunes et des travailleurs. Déjà, la Société Générale en profite : elle vient d'interdire à ses clientes de porter le voile dans ses agences ! Mais la volonté de la droite (et du PS !) d'interdire les signes politiques prouvent une chose : ils veulent mettre tous les jeunes et ensuite tous les salariés au pas et personne ne sera épargné.

Il est donc nécessaire de s'unir pour combattre cette loi. S'unir avec tous ceux qui sont prêts à se battre loyalement contre cette loi, cela ne veut pas dire cacher ses convictions et arrêter tout débat sur le sujet de la mobilisation. Au contraire. Il ne faut taire aucune critique vis-à-vis de la religion, en particulier sur la signification du voile, même si les choses sont beaucoup plus complexes que ce qu'on veut nous faire croire. Mais ne pas vouloir mobiliser, c'est ne pas comprendre que le meilleur moyen que les opprimés se débarrassent de tous leurs préjugés (et cela vaut aussi pour nous), les préjugés racistes, sexistes et bien sûr religieux c'est de se battre ensemble. C'est dans le combat qu'on se rend compte que la solution, ce n'est pas la religion, mais qu'on ne peut compter que sur ses propres forces, que sur nos luttes. Et de voir que : jeune fille voilée d'un lycée de banlieue, travailleur en entreprise ou prof, on a tous fondamentalement les mêmes intérêts.

Mais le combat qu'il faut mener aujourd'hui ne se résume pas à la question de la loi discriminatoire. Le gouvernement et le patronat veulent nous détourner des vraies questions, qui sont les questions sociales. C'est l'ensemble de ces questions qu'il va falloir soulever parmi les jeunes et les salariés. A commencer par celle de l'oppression des femmes : pour lutter pour l'émancipation des femmes, ne devrions-nous pas commencer par abolir les discriminations au niveau des salaires et nous battre contre les violences subies par les femmes ? Et ne devrions-nous pas nous attaquer à l'ensemble des discriminations subies par les salarié(e)s ? Sans un combat d'ensemble contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, stopper définitivement ces atteintes à nos droits est impossible. Les listes LO-LCR permettront de populariser cet objectif. C'est aussi ce que nous ferons dès maintenant dans les luttes, contre la loi discriminatoire et anti-jeunes et contre tous les projets anti-sociaux de la classe dominante.

Les complices des crimes de Saddam Hussein

Le débat sur le procès de Saddam Hussein semble occuper énormément les grands dirigeants du monde : faut-il qu'il soit jugé au niveau international ? Faut-il qu'il soit jugé par le peuple Irakien ? Mérite-t-il la peine de mort ? Certains veulent jouer les démocrates. Blair, après avoir bombardé le pays, avoir fait des milliers de victimes, pense que les irakiens doivent décider eux-même du sort réservé à leur ancien dictateur. Bush propose la peine capitale (on n'est jamais trop prudent!).… Mais s'ils veulent juger Saddam Hussein, pourquoi ne jugeraient-ils pas aussi ceux qui l'ont mis en place ! Ceux qui ont aidé le pouvoir baasiste à mener une répression féroce contre les syndicats, les partis politiques de gauche qui luttaien t contre Saddam Hussein. Ceux qui ont armé Saddam Hussein, qui l'ont soutenu pendant la guerre contre l'Iran ! Ceux qui voyaient en Saddam un homme modéré avec qui on pouvait entretenir de bonnes relations commerciales, et cela jusqu'au moment de la guerre contre le Koweït en 1991. La France a fourni pour 15 milliards de francs d'armement à l'Irak (mirages, uranium,...) dans les années 80. Le coup d'Etat qui a permis l'accession de Saddam Hussein au pouvoir dans les années 60 a été préparé

avec l'aide de la CIA qui avait entre autre fournie une listes de militants gênants à assassiner. L'enjeu était que l'Irak ne se rapproche pas de l'URSS et que les Etats Unis, la France et les autres pays impérialistes aient la mainmise sur le pétrole et la région. L'enjeu est le même. Mais depuis 1991, Saddam est devenu un ennemi.

Le procès de Saddam Hussein n'est qu'une mascarade pour donner l'illusion d'une démarche démocratique. Tous les tyrans, les dictateurs, en Amérique Latine et ailleurs ont été mis en place par les pays impérialistes pour asseoir leur domination et contrer des révoltes populaires. Au nom de la démocratie, Les Etats Unis, la France bombardent des millions de personnes. La situation des femmes Afghanes n'a pas changé. Les seules lois maintenues par le nouveau gouvernement irakien mis en place par les Etats Unis sont celles qui interdisent syndicats et organisations politiques.

Oui, Saddam Hussein est un tyran. Mais le seul procès juste serait aussi le procès de tous ceux qui l'ont aidé à écraser un peuple, à tuer des milliers de Kurdes, de militants. Et c'est aux Irakiens seuls de décider !

Francine, [Nanterre]

Stopper les occupations !

L'arrestation de Saddam Hussein, de l'aveu même des dirigeants étatsuniens et britanniques, ne va pas mettre un terme à la résistance irakienne. Les forces d'occupation sont toujours confrontées des attaques quotidiennes, elles n'arrivent pas à mettre au pas la population irakienne.

côté, essaie de se placer en accueillant des représentants du Conseil intérimaire irakien nommé par les Etats-Unis.

Les impérialistes sont en train d'apprendre à leurs dépends qu'il n'est pas aisé d'écraser tout un peuple, surtout quand on prétend que c'est pour instaurer la démocratie.

Deux échéances majeures approchent : l'anniversaire de la manifestation internationale du 15 février et la journée mondiale contre toutes les occupations du 20 mars, date anniversaire de l'invasion de l'Irak. Il nous faut préparer ces mobilisations afin que les grands de ce monde comprennent que tant que l'ensemble des troupes d'occupation (en Iraq, en Palestine, en Tchétchénie, en Côte d'Ivoire,...) ne se seront pas retirées, nous continuerons à nous faire entendre et que, tôt ou tard, ils le paieront très cher !

Amélie, [Sorbonne]

Pacte de Genève : une tromperie de plus

D'après tous les médias et toute la gauche gouvernementale française, le « processus de paix » est relancé entre Palestiniens et Israéliens, une nouvelle chance historique pour mettre fin à un conflit appa raît, la plus importante depuis les accords d'Oslo de 1992. Ces accords ne sont une fois de plus qu'un marché de dupe. Ils entérinent même encore un recul de la reconnaissance par la « communauté internationale » des droits des Palestiniens depuis 1992.

Un droit inaliénable est nié aux Palestiniens : il s'agit de la question fondamentale du droit au retour pour les réfugiés. Des centaines de milliers de Palestiniens (sur)vivent depuis longtemps dans des camps, entassés, contrôlés par l'armée israélienne, lorsqu'elle ne décide pas de les raser (exemple Jénine). Nombre de ces camps se trouvent dans les pays voisins (Syrie, sud du Liban) ; ne pas accorder le droit au retour pour ces exilés, c'est les laisser dans leur situation catastrophique à tout point de vue (misère, répression, hygiène et nourriture).

Ces accords semblent donner un Etat palestinien ; mais à y regarder de près, on voit bien que dans ces textes a été abandonné la revendication qu'il corresponde aux frontières existantes en 1967, date à laquelle

Israël s'est considérablement agrandi par la guerre impérialiste. De fait, cet Etat palestinien serait réduit à la portion congrue, à une série d'enclaves, sans continuité géographique, sans lien entre elles : sur le modèle desbantoustans, les zones habitées par les Noirs d'Afrique du Sud sous le régime d'apartheid.

En elle-même, la revendication d'un Etat palestinien n'est pas une solution, car elle ne pose pas la question de l'illégitimité de la nature de l'Etat d'Israël : un Etat religieux et raciste, qui ne reconnaît pas ses habitants arabes -et encore plus non juifs- comme des citoyens à part entière. Nombre de Palestiniens vivent en Israël, et dire « deux peuples, deux Etats » signifie abandonner ces habitants d'Israël à leurs conditions de vie, c'est-à-dire leur inégalité en droits avec les habitants « légitimes » de l'Etat sioniste que seraient les Juifs -et plus encore les Juifs

non arabes. Mais autant que les textes en eux-mêmes, le contexte de ces accords est important pour comprendre l'arnaque. Sharon et le gouvernement israélien construisent un mur depuis plusieurs mois pour enfermer les Palestiniens, continuent leurs raids "ciblés" qui font des dizaines de morts, contrôlent toujours aux check-points les Palestiniens qui veulent se déplacer et les en empêchent, notamment pour aller à leur travail. Ils enferment les Palestiniens dans une situation ultra-précaire, refusent toujours malgré ce qu'ils disent -et signent- de démanteler les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés illégalement, et se lancent même dans une nouvelle colonisation du plateau du Golan.

Ceci, bien sûr, sans qu'aucun des pays ou des institutions de l'« Axe du Bien » ne réagisse, ni d'ailleurs les partis de « gauche » dans les pays occidentaux.

Par contre, alors que Sharon massacre impunément, les Palestiniens sont sommés de « stopper les violences ». Ces sommations sont reprises par Arafat et l'Autorité Palestinienne, qui tentent par là de prouver qu'ils restent un interlocuteur fiable pour les impérialistes. Nous ne pensons pas que les attentats contre des civils et la violence aveugle soient la solution pour ce peuple opprimé, mais nous les comprenons ; car nous comprenons le désespoir dans lequel il est plongé. Notre attitude doit être la reconnaissance inconditionnelle du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, c'est-à-dire son droit à réintégrer l'ensemble du territoire dont il a été expulsé et à vivre affranchi de toute oppression nationale. L'exercice de ce droit suppose la fin de l'existence d'Israël comme Etat sioniste fondé sur des bases racistes incompatibles avec cette perspective.

Sofiane, [Metz]



Les industries françaises placent leurs pions en Irak

Le capitalisme est une mécanique complexe, il a constamment besoin de créer de nouveaux profits et pour cela il doit constamment trouver de nouveaux marchés : d'une part pour acheter des matières premières pas chères et d'autre part, pour vendre ce qu'il produit. Or, le capitalisme français n'a cessé depuis 60 ans de perdre ces marchés en Asie et en Afrique. De plus, le PIB français, c'est à dire, sa production, n'augmente pas assez vite, elle n'augmente que » de 1% environ tous les ans. Or s'ils ne produisent pas assez, ils ne vendent pas assez...pour avoir de beaux profits. Et ça les embête nos petits capitalistes...

Depuis un certains nombre d'années, les capitalistes français avaient réussi à se tailler

un joli gâteau au Moyens-Orient. Il y a plus de 15 ans, il ont vendu un beau petit paquet d'armes à l'Irak et sont « depuis l'entrée en vigueur de la résolution 986 « pétrole contre nourriture » en 1996, [...] le premier partenaire commercial de l'Irak de Saddam Hussein. Selon le FMI, la France a renforcé en 2001 son rang de premier fournisseur : les ventes françaises totalisaient 1,6 milliards de dollars, soit plus du cinquième des importations irakiennes. » (La Tribune, 5 février 2003).

En déclarant la guerre à l'Irak, les Etats-Unis mettent en danger la position des industries françaises qui était déjà chance-lante, en effet, en conquérant le pays, ils se trouvent en position de force pour se partager les richesses notamment pétrolières mais aussi les contrats de reconstruction,

Laetitia, [Dunkerque]

Forum Social Mondial 2004 : New Delhi, tête de pont du mouvement altermondialiste

Pour sa quatrième édition, le Forum Social Mondial se tiendra à New Delhi en Inde du 16 au 21 janvier 2004.

En quatre ans d'existence, cette manifestation a réussi à fédérer de façon solide et durable les principales associations contestataires et altermondialistes de la planète. Tout débuta en février 2000, lors de la visite à Paris de Oded Grajew (entrepreneur social brésilien et porte-parole de l'association CIVES) et de Francisco Whitaker (représentant de la commission Justice et Paix de la conférence des évêques au Brésil). Ces derniers, à la suite d'une rencontre avec la direction d'ATTAC et la rédaction du *Monde Diplomatique* où tous se découvrirent des objectifs communs, décidèrent de se réunir à Porto Alegre pour un grand rassemblement altermondialiste. Le 28 février 2000, suite à cette visite et de retour au Brésil, Grajew et Whitaker organisèrent une réunion avec huit associations qui signèrent un accord et se constituèrent en Comité Organisateur.

Le premier Forum Social Mondial s'est déroulé du 25 au 30 janvier 2001 à Porto Alegre. Son écho a été tel que le Comité Organisateur s'est trouvé dans l'obligation

de rédiger une Charte de principes qui fut signée le 10 juillet 2001. Etablit en plusieurs points, cette Charte énonce, notamment, que le FSM se démarque comme « le lieu de rencontre [ouvert] d'associations et de mouvements de la société civile opposés au néolibéralisme et à la soumission du monde au capital et à toute forme d'impérialisme ».

Les FSM 2002 et 2003 ont eu lieu à Porto Alegre et celui de 2004 se tiendra donc à New Delhi en Inde. De plus, la structure du FSM, s'est grandement décentralisée avec l'organisation aux quatre coins du monde, de forums locaux comme le Forum Social Européen. Cette forme d'organisation permet de donner la parole au plus grand nombre de personnes et ainsi, défendre l'ambition d'un FSM « pluriel et diversifié, non confessionnel, non gouvernemental et non partisan » (point 8 de la Charte).

Un Forum ouvert aux jeunes

La voix des jeunes n'est pas oubliée. Le FSM 2004 comptera aussi un Campement

de la Jeunesse qui s'intégrera à part entière dans le Forum afin d'y souligner le rôle déterminant de la jeunesse dans le mouvement altermondialiste. Ce rassemblement de jeunes venus du monde entier se composera de six espaces thématiques (conférences et ateliers) et d'événements culturels durant la période du F.S.M. entre le 16 et le 21 janvier 2004.

En attendant le bilan de ce 4^{ème} Forum Social Mondial, nous pouvons nous contenter de rêver et d'espérer une société différente ainsi que des relations internationales plus clémentes en nous répétant le slogan de tous les altermondialistes tels qu'il est retranscrit dans la Charte de principes de 2001 : « Um outro mundo é possível ». Un autre monde est possible !

Nicolas, [LCR 83 - Toulon]

Pour retrouver des informations sur le FSM 2004, consulter les archives des anciens Forums ou pour vous inscrire au Campement de la Jeunesse : www.forumsocialmundial.org.br

Brésil : bilan d'un an de gouvernement Lula

Il y a tout juste un an, les travailleurs brésiliens, unis pour en finir avec le gouvernement Cardoso, le remboursement de la dette, la terreur que faisaient régner les grands propriétaires sur les paysans sans terre, ont porté Lula et le Parti des travailleurs à la tête du pays. Ou'en est-il aujourd'hui ?

Le libéralisme remplace les espoirs de changements du peuple Brésilien.

Le bilan du gouvernement Lula est certainement à l'opposé de ce pour quoi les travailleurs brésiliens et les militants du PT l'ont élu. En effet, dès la composition du gouvernement, le cadre est posé : de nombreux serviteurs de l'ancien président Cardoso sont nommés à des postes-clés : Roberto Rodrigues au ministère de l'Agriculture, grand propriétaire foncier qui avait fait adopter une loi visant à interdire toute réforme agraire dès lors que les terres étaient occupées par des sans-terres ; Henrique de Campos Meirelles à la tête de la Banque cen-

trale, ancien directeur de la Bank of Boston, fraîchement élu député sous les couleurs du parti du président sortant. De toute évidence aucun changement n'était à attendre pour le peuple brésilien tant que les institutions du pays se trouvaient aux mains des puissants et des propriétaires terriens. En acceptant de travailler avec eux, Lula et la direction du PT ont trahi les travailleurs qui ont construit ce parti dans des conditions très dures. Et ce qui devait arriver arriva : les représentants bourgeois toujours en place ont continué la même politique que sous Cardoso, avec la bénédiction de Lula... et du FMI.

Ainsi, la réforme des retraites dictée par le FMI est tout simplement l'équivalent de celle présentée par notre gouvernement CRS au printemps dernier. Elle signifie baisse des retraites, capitalisation, etc. et a été présentée au parlement par le PT lui-même ! Seuls trois députés PT ont voté contre, huit se sont abstenus. Même le budget de l'opération « Faim zéro » a été ramené de 575 à 134 millions d'euros. Or, c'est sur ce budget que la réforme agraire et la redistribution des terres, confiées à notre camarade Miguel Rossetto, membre de la section brésilienne de la IV^e Internationale (la tendance Démocratique Socialiste du PT), sont financées. Dès lors, Au premier semestre, seulement 2 534 familles ont pu être installées. Au mieux, 7 000 familles sur les 60 000 initiale-



Aurélien, [Salon-de Provence]

Crise de l'Europe ?

Lors du Conseil Européen qui s'est tenu à Bruxelles les 12 et 13 décembre dernier, le projet de Constitution Européenne devait être validé par les 25 membres de la future Union. Résultat : un échec et une crise politique.

Tout d'abord, on est en droit de se demander comment une Constitution régissant la vie de près de 450 millions de personnes saurait être édictée sans la consultation ni même l'approbation des principaux concernés. Dans une Europe qui se revendique de la Démocratie, cela peut poser quelques problèmes (1). D'autant que ce projet renferme des conditions sociales inférieures à celles que nous connaissons, valide le libéralisme comme système économique européen, fait apparaître la religion catholique comme une valeur historique de L'Europe et ne donne pas plus de pouvoir aux peuples sur les institutions européennes. Rien que ça ! On nous parle de libre-concurrence non faussée et de services d'intérêts généraux venant supprimer les services publics nationaux. Toutes les revendications syndicales ont été laissées au placard. Bref, les technocrates ont décidé de tout faire seuls et leur Europe est faite de marchés, de monnaie unique et de concurrence. Leur seul réussite : la création d'une force armée européenne. Bravo !

Jean-Philippe, [Brest]

en bref

Le congrès américain limite le droit à l'avortement

Le congrès américain vient d'adopter une loi limitant le droit à l'avortement. Dans certains états les plus réactionnaires (dont le Texas et le Nebraska), un juge avait déjà pouvoir d'obliger une femme à mener sa grossesse à terme contre sa volonté (au motif que son utérus ne pouvait être considéré comme sa « propriété personnelle », car on ne saurait être « propriétaire » que d'un bien dont on « acquiert » propriété, c'est-à-dire qu'on achète). Aujourd'hui, le congrès a adopté une nouvelle loi restrictive, dont Bush se réjouit. Celle-ci interdit la méthode américaine dite « tardiva » d'MVG, appliquée du second au troisième trimestre de grossesse (entre 3 et 6 mois), et n'y admet aucune exception, même si la santé de la femme (la « mère », disent évidemment les médias) est en danger... Voilà déjà le comble du cynisme, non ? Eh bien ça ne s'arrête pas là. Source : CNT/Indymedia Liège

Les logiciels libres interdits en Irak... entre autres

Le ministère du Commerce US a interdit l'exportation du système GNU/Linux et des logiciels « Open Source » en Irak, Corée du Nord et Iran. Sont, cependant, admis Windows et Solaris ! L'Irak à aussi son Linux User's Group (LUG). Et contrairement à ce qu'on monte à la Télé il y a (avait) aussi de bonnes universités qui sortent (sortaient) des jeunes volontaires. Terrain idéal pour le développement d'application Open Source. Peut-être est-ce pour cela que les USA les craignent.

Combattre la nouvelle loi

Une chose est claire : les diverses forces luttant contre cette loi ne sont ni entendues, ni suffisamment visibles dans le débat politique actuel. Mais le rapport de force ne pourra s'imposer qu'avec la création d'un front unitaire, massif et offensif.

Construire un front de lutte contre la loi !

Un collectif a déjà vu le jour à Paris, regroupant des organisations variées (de solidarité, politiques, féministes, religieu-

ses). Il est essentiel d'y prendre part activement. Un collectif unitaire est la seule chance de créer un mouvement de masse. C'est un outil qui permettra de ne pas laisser ce combat aux mains des seules forces religieuses, car c'est ce que souhaite le gouvernement ! Une révolte émerge chez les jeunes, surtout chez les jeunes issus de l'immigration. Cette révolte est le produit d'années et d'années de chômage, de racisme, d'exclusion... Il s'agit aujourd'hui de lui offrir des perspectives claires et de s'attaquer aux causes profondes de cette situation : le chômage, la misère et l'ensemble de la politique menée par le gouvernement et le patronat.



se nous y trompons pas, il s'agit bien là d'une loi qui ne vise qu'une seule partie de la population : les jeunes filles musulmanes voilées. Jusqu'alors l'école, depuis les lois Ferry et la loi de 1905, n'était « laïque » que dans ses locaux, ses programmes et par ses enseignants, aujourd'hui cette nouvelle loi oblige donc aussi les élèves à adopter une tenue « laïque ». Rédigée dans un contexte de débats et de polémiques autour de « l'affaire Alma et Lila » (ces deux jeunes filles voilées exclues de leur lycée d'Aubervilliers pour n'avoir pas voulu retirer leur voile), associé au contexte international d'après 11 septembre qui vise à l'association facile musulman-terroriste, l'intention de cette loi est claire : c'est donner les moyens aux chefs d'établissement de pouvoir exclure les jeunes filles voilées tout en se cachant derrière une loi « républicaine » alors que jusqu'à aujourd'hui les exclusions n'étaient que de leurs initiatives personnelles et donc largement marginales.

La commission Stasi après plusieurs mois de réflexion a donc conclu qu'une loi était nécessaire, et dans le discours de Chirac du 17 septembre dernier en sont sortis les grandes lignes : cette loi vise à réaffirmer les valeurs de l'école en tant que « sanctuaire républicain » que sont la laïcité, l'égalité filles-garçons, la mixité des enseignements et l'égalité devant

Non à une loi raciste et anti-jeunes !

Notre objectif : l'émancipation de toutes et tous !

Bien-sûr, mener la lutte auprès de mouvements religieux n'est évidemment pas dans nos habitudes. Pourtant les musulman-e-s sont les premier-e-s concerné-e-s par cette nouvelle attaque du gouvernement. Même si nous combattons les idées réactionnaires religieuses, nous revendiquons avant tout l'égalité des droits pour toutes et tous. Notre discours se devra ainsi d'être clair : nous sommes en désaccord sur un certain nombre de points (le port du foulard, la religion...), mais nous pouvons nous entendre sur des mots d'ordre précis pour faire plier le gouvernement (non à une loi liberticide et raciste, non aux exclusions, non à l'islamophobie, droit à l'éducation pour toutes et tous...)

Faire disparaître le port du voile fait partie intégrante de notre lutte pour l'émancipation des femmes. Mais c'est un travail qui se mène sur le long terme, en réinvestissant, entre autres, le travail féministe dans les quartiers et les lycées. Notre implantation dans les quartiers peut se faire par la participation à des collectifs de femmes de quartiers.

Agir contre le racisme !

Mais l'urgence actuelle est de stopper cette loi en mobilisant les quartiers, les lycées, les facs, dans des revendications anti-racistes, contre la tentative du gouvernement de diviser les opprimés, contre l'offensive libérale, contre le fondamentalisme réactionnaire : les femmes et les jeunes

doivent y prendre les premières places.

Nous proposons à l'ensemble des jeunes des quartiers, aux lycéen-ne-s, des perspectives de mobilisations claires : des manifestations larges et unitaires, la création de collectifs sur leurs lieux de vie et d'études. Nous y participerons activement !

Ce combat fait partie de la lutte contre le Front National et l'ensemble des idées réactionnaires. Il s'agit de mettre en évidence le racisme républicain actuel, découlant de la colonisation, l'offensive libérale et le fondamentalisme réactionnaire, lutter pour le droit à l'emploi et contre les discriminations dont sont victimes les jeunes issus de l'immigration... La lutte ne fait que commencer !

Audrey, [Boulogne]

Une loi pour nous diviser et nous bâillonner

Ca y est, le gouvernement a tranché, il devrait bien y avoir une loi interdisant le port des signes religieux « ostensibles » à l'école, discutée et votée en février, cette loi devrait pouvoir s'appliquer dès la rentrée de septembre prochain dans les écoles, les collèges et les lycées.

obligatoire sur le droit des femmes, rappelant que « le degré d'une civilisation se mesure à la place qu'y occupent les femmes ». Et voilà bien le dernier argument à la mode du gouvernement, pris de bonne conscience, la défense du droit des femmes ! En France il y a sûrement beaucoup d'autres batailles à mener pour la défense du droit des femmes à mener (maintien du droit à l'avortement...), mais remercions Chirac de faire mine de s'y intéresser ! Enfin pour finir, le but de cette loi est clairement annoncé : il s'agit d'apaiser les tensions qui traversent l'Education Nationale, et permettre aux profs de surmonter les difficultés et leur permettre de pouvoir dispenser leurs cours « sereinement » (les profs premières victimes du voile bien sûr...). Mais malgré tous leurs efforts et leur bonne volonté à nous faire croire le contraire, pour nous le propos de cette loi est clair, les seules victimes seront bien les jeunes filles voilées. Face à cette loi raciste, pour nous, un seul mot d'ordre : mobilisation ! Des milliers d'immigrés et de français d'origine arabe se sentent aujourd'hui directement visés par une mesure qui pourrait s'élargir rapidement à d'autres domaines et lieux de la société. Face à cela, seule une mobilisation massive, d'étudiant-e-s, de lycée-e-ns pourra stopper cette dérive raciste. Ne laissons pas le gouvernement CRS adopter en 2004 des mesures d'exception qui ressemblent comme deux gouttes d'eau aux lois anti-juifs du gouvernement de Vichy !

Le gouvernement a peur d'une mobilisation d'ampleur, regardez avec quel acharnement les médias ont tenté, pendant plus d'une semaine, de nous prouver que la manif du 21 qui a réuni 5000 personnes à Paris était « manipulée » par les intégristes islamistes, et le SO uniquement composé de

dangereux salafistes !

Non la place des jeunes filles n'est pas chez elles, elles ont toutes leur place avec nous, dans nos cours, et dans nos luttes, qui sont aussi les leurs. Ne nous laissons pas faire face à un gouvernement qui applique à merveille la politique du « diviser pour mieux régner », ces filles sont du même côté de la barrière que nous, celle des exploité-e-s, des précaires, des opprimé-e-s de cette société, ne les stigmatisons pas nous non plus, nous sommes dans le même camp, nous n'avons qu'un seul ennemi, le gouvernement CRS et les patrons pour qui il travaille !

L'Education Nationale traverse aujourd'hui de vrais problèmes qu'on tente d'occulter par cette loi ; problèmes d'effectifs, manque de moyens, plus de pions, professionnalisation rampante, casse de l'Université... c'est ces problèmes là qu'il faut mettre en avant. Et puis n'oublions pas que cette loi est aussi un très bel écran de fumée pour faire passer en douce des mesures de régression sociale

tel que le RMA.

Non la place des jeunes filles n'est pas chez elles, elles ont toutes leur place avec nous, dans nos cours, et dans nos luttes, qui sont aussi les leurs. Ne nous laissons pas faire face à un gouvernement qui applique à merveille la politique du « diviser pour mieux régner », ces filles sont du même côté de la barrière que nous, celle des exploité-e-s, des précaires, des opprimé-e-s de cette société, ne les stigmatisons pas nous non plus, nous sommes dans le même camp, nous n'avons qu'un seul ennemi, le gouvernement CRS et les patrons pour qui il travaille !

Hélène, [Rouen]

L'islamophobie

L'islamophobie, voilà une notion dont on parle de plus en plus. Elle agit de nombreuses pages de débat dans les journaux. Elle fait même la fierté de certains journalistes. Mais de quoi s'agit-il ? Nous vous proposons ici quelques textes pour mieux comprendre ces débats.

- Pierre Tévanian, *Le racisme républicain*, éditions *L'Esprit Frappeur*
- Sylvie Tissot et Pierre Tévanian, *Dictionnaire de la lépénisation des esprits*, éditions *L'Esprit Frappeur*
- Sylvie Tissot et Pierre Tévanian, *Stop quelle violence ?*, éditions *L'Esprit Frappeur*
- Vincent Geisser, *La nouvelle islamophobie*, éditions *La Découverte*
- Dounia Bouzar, *L'islam des banlieues*, éditions Syros

Une loi pour défendre les droits des femmes ?

Un des principaux prétextes utilisés par le gouvernement pour justifier cette loi raciste et discriminatoire est le féminisme. Cette loi permettrait aux filles voilées de s'émanciper de l'oppression qu'elles subissent et encourageraient les filles qui refusent de porter le voile dans leur démarche. D'abord, il est fondamental de tenir compte du contexte actuel. Le voile constitue un élément de l'oppression des femmes parmi d'autres. Dans un contexte où de nombreux acquis du mouvement des femmes des années 70 sont remis en question tel que le droit à l'avortement, au travail etc... le voile n'est ni le seul élément, ni l'élément central de l'oppression des femmes. C'est le gouvernement, en cherchant à montrer du doigt une population qui en fait un cas particulier, l'élément le plus grave. Répondre que le voile est le « témoignage du recul de la condition féminine », comme l'affirment les camarades de Lutte Ouvrière est rentrer dans le jeu du gouvernement qui alors qu'il fait du voile une question centrale pour des raisons de droit des femmes, continue de les sous-payer, de les exploiter, de faire en sorte qu'elles retournent au foyer. Comme si l'ensemble des femmes n'était pas opprimées ! Comme si en retirant leur voile, les

femmes sont émancipées de l'oppression qu'elles subissent ! Ne gagnent-elles pas moins que les hommes à travail égal ? N'est-ce pas prendre le problème à l'envers que d'interdire le voile ? Dans quelle mesure cela résoudra les inégalités entre les hommes et les femmes ? C'est clair, dans ces conditions, on ne risquera plus de croiser une fille voilée dans l'enceinte d'un bahut : on ne sera plus « choqué » de voir « ça » !! On aura bonne conscience, en un mot... Mais, finalement, ça aura changé quoi ? Sous couvert de féminisme, on se rend compte que seules des filles se feront virer de l'école... Un mec, lui, ne se fera jamais exclure pour port de voile... Seules les filles ne pourront plus avoir accès à l'école qui pourrait leur permettre de rencontrer des gens, de discuter etc... Encore, ils disent que la loi serait un appui pour elles : ça fera au moins un endroit où leur sera possible de ne pas le porter. Mais depuis quand une interdiction convainc ? Est-ce le fait que le shit soit interdit qui nous convainc de ne pas fumer ? Ils affirment aussi, que cette loi peut être un appui pour les filles qui ne portent pas le voile et qu'on essaye de contraindre... D'une part, si ces filles parviennent sans loi à ne pas le porter, c'est qu'elles n'en ont pas besoin. Ce serait un encourage-

Fanny, [Rouen]

Islamophobie dans le texte

- « *Qu'on ne se raconte pas d'histoires ! Les musulmans, vous êtes allés les voir ? Vous les avez regardés avec leurs turbans et leurs djellabas ? Vous voyez bien que ce ne sont pas des Français !* » Charles de Gaulle, président de la République
- « *Deux millions de musulmans en France, ce sont deux millions d'intégristes potentiels.* » Pierre André Taguieff, chercheur au CNRS (1997)
- « *Ce sont les étrangers musulmans qui veulent aujourd'hui nous imposer leurs coutumes ; aujourd'hui les mosquées et le port du voile à l'école, demain la polygamie et la loi coranique pour le mariage, l'héritage et la vie civile.* » Jean Marie Le Pen (1989)
- « *On refuse ce genre de personnes. (...) Si elle veut devenir française, elle doit s'habiller comme une Française. Correctement.* » Service des naturalisations (1997), cité par le Canard Enchaîné.
- « *Avoir des Espagnols, des Polonais, des Portugais, pose moins de problèmes que d'avoir des musulmans ou des noirs...* » Jacques Chirac (1991)
- « *L'Islam est l'ennemi naturel de l'Europe.* » Première Ligne, bulletin du Front National de la jeunesse (1995)
- « *C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité, sinon la France ne serait plus la France. (...) Vous croyez que le corps français peut absorber 10 millions de musulmans, qui demain seront 20 millions, et après demain 40 ? (...) Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-deux-Eglises, mais Colombey-les-deux-Mosquées !* » Charles de Gaulle, président de la république

La place de l'Islam en France

Aujourd'hui la population musulmane en France représente entre 3 et 4,5 millions de personnes, population principalement constituée d'immigrés ou d'enfants d'immigrés issus des pays du Maghreb et d'Afrique noire. La naissance de l'Islam en France est le produit direct de sa politique impérialiste et coloniale. Le besoin urgent de main d'oeuvre du capitalisme français le pousse à faire appel à la population des colonies, s'amorce alors une vague d'immigration massive venant de pays où l'islam est la religion dominante.

En France il y a un lien évident entre l'immigration et la religion musulmane. L'islam en France est la religion des immigrés, qui étaient au départ de la main d'oeuvre bon marché, et qui sont aujourd'hui les plus précaires et les plus discriminés à l'embauche, victimes du racisme anti-arabe.

Mais en plus de l'oppression de classe, du racisme anti-arabe et de l'oppression des femmes, les musulmans subissent une oppression spécifique que l'on commence à appeler islamophobie.

= musulman = terroriste potentiel. C'est pour masquer les véritables raisons et enjeux de cette guerre sans limites mais aussi des différentes politiques sécuritaires et antisociales que les gouvernements impérialistes véhiculent les fantasmes sur la menace intégriste qui serait inhérente à l'islam. L'islam serait alors une menace pour la république et c'est pour cela notamment qu'il faudrait interdire le port du voile à l'école.

En Occident toutes les religions ne sont pas à égalité. Certaines seraient plus dangereuses que d'autres. C'est ainsi qu'on voit de plus en plus apparaître une banalisation de l'islamophobie. Relevons juste les propos de Claude Imbert, fondateur et éditeur de Point, qui se déclarait islamophobe sans en être inquiet.

Pourtant si l'islam trouve aujourd'hui un écho et notamment dans les couches les plus prolétariées de la population il est bien le fruit du libéralisme et des différentes attaques menées contre les travailleurs, de la destruction des services sociaux. Mais il est aussi dû à la désertion du mouvement ouvrier traditionnel et à son incapacité à donner des perspectives à cette révolte grandissante des couches les plus touchées par la barbarie capitaliste.

Notre rôle est donc de lutter à leur côté contre l'islamophobie et dans cette lutte de mener un combat sans concessions contre les préjugés religieux : combattre les oppresseurs aux côtés des opprimés en leur offrant des perspectives révolutionnaires.

Mathilde, [Nanterre]

Les femmes en France

« *Le degré de civilisation d'une société se mesure d'abord à la place qu'y occupent les femmes.* » (Jacques Chirac, discours sur la laïcité)

En France :
 - à emploi équivalent, les hommes gagnent 27% de plus que les femmes.
 - 85% des emplois à temps partiel sont occupés par les femmes.
 - dans les couples, les femmes s'occupent de 98% des lessives, 96% du temps de ménage, 80% du temps de courses.
 - les femmes représentent 10,4% des députés, 7,5% des maires, 5,9% des sénateurs, 4% des préfets. Il n'y a eu qu'une femme, premier ministre, et aucune présidente de la République.
 - un décompte effectué sur 5 grands quotidiens, une chaîne de radio et une chaîne de télévision montrent que les femmes représentent seulement 17% des personnages cités dans les reportages journalistiques.
 - quelle est la période où les femmes subissent le plus de violences au sein de leur propre famille ? La coupe du monde de football.

Qui peut donner des leçons de « civilisation » ?

Le racisme au « pays des Droits de l'Homme »

en bref

- le taux de chômage, en 1997 était trois fois plus élevé pour les étrangers non européens que chez les Français (31,2% contre 11,6%)
- parmi les jeunes entre 22 et 29 ans, et dont les deux parents sont nés en Algérie ce taux de chômage est près de 4 fois plus élevé (42% contre 11%)
- En 1994, une enquête menée à Roubaix, dans le Nord Pas de Calais, montre que sur 500 allocataires du RMI, et qui ont eu leur bac, 90% portent un nom d'origine maghrébine
- Un quart des chefs d'entreprise, des commerçants et des artisans ont déclaré qu'ils trouvaient « normal d'embaucher un Français plutôt qu'un Maghrébin » même si ce dernier « semble plus compétent »
- Nombre de condamnations pour discrimination à l'embauche : entre une et trois chaque année
- En juin 1999, Raoul Lachab envoie 2 CV identiques à un employeur, l'un à son nom, l'autre au nom de Thierry Meyer. Seul le second reçoit une convocation à un entretien d'embauche. Sa plainte, étayé par ce flagrant délit, restera sans suite
- Depuis 1993, la « préférence nationale » est devenue la « préférence européenne », ce sont plus de 7 millions d'emplois, soit un tiers des emplois disponibles qui sont interdits aux étrangers non européens. Parmi ces emplois : ceux de l'éducation nationale, de la RATP, de la médecine en secteur hospitalier et de tous les emplois publics... Mais aussi : diriger des entreprises de spectacles, de surveillance, de gardiennage, de transport de fond... Ils ne peuvent pas non plus diriger des instituts privés de recherche, ou d'enseignement technique, de revue périodique, de messagerie de presse, ni mêmes siéger au comité de rédaction d'une publication destinée à la jeunesse.

L'école pour (presque) tous

Mardi 9 décembre 2003, à Montpellier, au lycée Mas-de-Tesse, le proviseur a exclu d'une réunion, qui s'inscrivait dans le cadre du grand débat sur l'école organisée par Luc Ferry, un groupe de femmes musulmanes, dont deux mères de familles et 4 étudiantes. Motif : port du foulard islamique. Il leur a demandé de « retirer ce machin », et selon des témoins la majorité des professeurs ont applaudi...

A Belfort, le professeur d'un lycée en décembre 2003 a voulu arracher de force le foulard d'une élève et a fini par la traîner par terre...

Chirine Ebadi a reçu le prix Nobel de la paix 2003 pour son combat pour la démocratie, la liberté d'expression et les droits des femmes en Iran, contre la dictature religieuse. Mais très vite, elle n'a plus vraiment eu la faveur des médias français. Elle avait eu le tort de prendre position clairement contre l'interdiction du foulard à l'école en France, en rappelant que cela allait avant tout « profiter aux fondamentalistes », « Laisser ces filles aller à l'école est leur donner leur seule chance de pouvoir s'émanciper. La seule façon de lutter contre le fondamentalisme, c'est le savoir, la culture, l'instruction. »

Les luttes des immigrés qui ont marqué l’histoire (1)

La marche des beurs de 1983

L’année 83, est celle de la montée spectaculaire du Front National aux élections municipales et de la mort de dizaines de « beurs » assassinés par la Police Nationale. Mais c’est aussi l’année de la « marche des beurs » dont on faisait en décembre 2003, le vingtième anniversaire.

En juin 1983, le jeune Toumi Djaïda, 20 ans, est blessé par un policier « trop nerveux ». Tout le quartier des Minguettes (Vénissieux (Rhône)) est choqué. Le racisme qui se répand doucement dans la société

Tribune d’une position minoritaire dans les JCR

Ne voilons pas nos idées féministes !

La question du voile se discute largement autour de nous. La question préoccupe d’autant qu’il s’agit d’un recul des droits des femmes. Mais il ne peut être question de s’en remettre à l’Etat pour défendre les idées progressistes dont fait partie intégrante l’égalité entre les sexes. Au contraire, la politique du gouvernement ne peut que continuer à semer la division et encourager le communautarisme

Le recul sur les droits des femmes s’inscrit dans un recul social général du monde du travail. Il est la conséquence de la mondialisation financière synonyme de licenciements, précarisation, chômage en hausse et salaire en baisse. Les femmes, et en particulier celles des milieux populaires paient la régression générale par un grave recul de leur situation. Les disparités entre hommes et femmes dans le travail salarié restent très importantes et c’est toujours sur elles que repose presque l’essentiel des charges de famille.

Cette détérioration s’accompagne du développement des préjugés réactionnaires contre les femmes. Cette situation est d’autant plus ressentie brutalement qu’elle s’inscrit dans un recul du mouvement ouvrier démocratique. Il y a une vingtaine d’années, les militants laïcs, associatifs, syndicalistes, de gauche, étaient nombreux dans les banlieues, les quartiers, les cités, à faire respecter la vie sociale collective dont l’égalité entre hommes et femmes est à la base. Par leurs mobilisations aux côtés des hommes, les femmes ont réussi à imposer une réelle évolution des mœurs avec, entre autres, la loi sur l’avortement qui, malgré toutes ses limites, leur accorda le droit élémentaire de disposer de leur corps. Ce droit n’est pas acquis définitivement, loin s’en faut comme le montre l’amendement Garraud.

Cette détérioration se fait particulièrement sentir dans les cités où les idées réactionnaires et communautaristes ont nourri les rancœurs d’une jeunesse mise à l’écart de la société.

Un voile de réaction

C’est dans ce contexte que le poids des traditions s’est imposé essentiellement aux filles.

Le voile ne représente pas seulement un signe extérieur d’appartenance religieuse, tel que le présentent gouvernement et media. Il est un instrument d’oppression de la

Kerwan, [Bordeaux]

Benjamin, [Sorbonne]

Max, [Lyon]

Oscar, [194]



et qui tend à banaliser de tel acte devient le principal sujet de préoccupation de la jeunesse issue de l’immigration. Toumi Djaïda décide alors, sous l’influence du père Christian Delorme, d’organiser une grande marche pacifique à la manière de Gandhi ou de Martin Luther King « *pour l’égalité et contre le racisme* ».

Ils sont 39 à partir de Marseille, le 15 octobre 1983 en direction de Paris. A Salon-de-provence, une personne les rejoint, à Lyon 1000, arrivés à Paris c’est un cortège de 100 000 personnes qui défilent de la Bastille à Montparnasse. Le Président de la République, M. François Mitterand, recevra une délégation de ces marcheurs, lors d’un court entretien où il s’engagera à mettre en place une carte unique de séjour et de travail mais refusera le droit de vote aux étrangers.

Suite au 21 avril 2002, nombreux sont ceux comme Abdelaziz Chaabi, un des organisateurs de la marche depuis Valence, à critiquer l’action de l’ex-gauche plurielle. « *L’Espoir de 1981 a été déçu. Si la gauche avait donné le droit de vote aux immigrés on n’en serait pas là. Sur la double peine, les sans-papiers, elle nous a leurré, trahi et mis dans des ghettos.* »¹ Une infime minorité que M. Raffarin avait tenu à réunir, le 3 décembre dernier, à Matignon, « *plus d’une centaine de médecins, chefs d’entreprise, avocats, fonctionnaires ou enseignants issus de l’immigration* »², peut se dire elle « intégrée ».

Benjamin, [Sorbonne]

Mais qui est Tariq Ramadan ?

« *Une crapule intellectuelle* » (Bernard Kouchner).

« *Un petit Le Pen arabe* » (Malek Bouthib).

« *Moi, à Tariq Ramadan, je lui mets mon poing dans la gueule !* » (Julien Dray).

Nous pensons qu’il est nécessaire d’aller plus loin que ces analyses subtiles si l’on s’intéresse au personnage de Tariq Ramadan, dont le nom revient de plus en plus souvent lors des débats sur l’Islam en France et sur la loi interdisant le voile à l’école. Ramadan enseigne l’islamologie à l’Université de Fribourg et la philosophie au Collège de Genève. Les musulmans de France l’ont découvert en 1993 lors du congrès de l’Union des Organisations Islamiques de France (UOIF) où il affirme qu’« *il y a une voie possible en Occident incluant les références religieuses musulmans* ». Ramadan fait partie de ce courant de l’Islam politique qui veut concilier un certain nombre de valeurs de l’Islam tout en acceptant la « modernité ». Ramadan n’est pas un Taliban déguisé. C’est un intellectuel musulman qui a un écho important en Europe, et notamment dans une partie de la jeunesse française de confession musulmane.

Evidemment nous ne pensons pas que la religion soit un quelconque moyen d’émancipation et bien au contraire, nous combattons toute illusion à ce sujet. C’est pour cela que nous affirmons sans aucune équivoque que nous ne considérons pas que Tariq Ramadan soit notre allié. De plus il est évident que certaines de ses prises de position sont éminemment critiquables. Mais nous

Amélie, [Sorbonne]

Max, [Lyon]

Oscar, [194]



Dans la rue contre le nucléaire !

Histoire d’essayer de respecter les accords de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre sans pour autant remettre en cause la boulimie énergétique provoquée par la course incessante à la consommation et à la « croissance », notre gouvernement a décidé la construction de nouveaux réacteurs nucléaires, notamment le fameux « EPR », réacteur « nouvelle génération ».

« Le nucléaire c’est super ! » essaye de nous faire croire cette brave M^{me} Bachelot, ministre de la chasse et des inondations. Et les déchets nocifs pendant des centaines de milliers voire des millions d’années pour certains (iode 129) ? Et les gamins qui naissent malformés dans la région de Tchernobyl ? Et les milliers de cancers sur le chemin du « nuage » issu de cette même catastrophe ? « A bon ? » Et oui Roselyne, le nucléaire, c’est pas parceque ça n’emet pas de gaz

Un syndicat de lycéens, mission impossible ?

Je vous fais part d’une mésaventure qui m’ait arriver dans mon précédent lycée. J’étais en 1ere année de BEP Compta dans une classe comprenant tout type de religion, tout type d’origine. Très vite nous nous aperçîmes que nos droits étés très souvent bafoués, même annihilé pour employé un terme fort. Notre classe été confronté à de nombreux écart de langage de la part de certains professeurs (propos raciste, rabaissement constant…).

Courant janvier, j’ai pris l’initiative de former une sorte d’organisation syndicale qui viserais à faire respecter nos droits. L’idée de base été simple, notre classe devait se réunir une a deux fois par semaines pour faire remonter les soucis qui se produisait au sein de la classe avec les professeurs. Je tiens a préciser tout de même que malgré des élections des délégués faites en début d’année, nous ne pouvions toujours pas nous faire entendre… Je suis aller voir le proviseur du lycée pour obtenir une salle pour les réunions. Je me suis fait envoyer sur les roses et j’ai tout de même échappé à deux jours de mise à pied pour une attitude qui jugeait arrogante, foutais. Mes camarades de classe et moi même ne baissons pas les bras et nous décidions tout de même de nous réunir dans le gymnase qui restait constamment ouvert. Les dialogues fusaient, nous partageons nos sentiments, nous apprenions à mieux nous connaître. J’étais fier de mon initiative, tellement fier que je décidais, avec l’accord de la classe, d’y convier d’autres camarades du lycée qui souhaiteraient participer aux réunions. Le but de tous cela étais de trouver des solu-

Oscar, [194]

Mouvement Etudiant : rien n’est perdu !

Janvier : le mois de révision et d’exams pour les étudiants ? Pas si sûr. Cela peut être une période de préparation de la reprise d’un mouvement étudiant contre les réformes Lang-Ferry et pour une éducation de qualité ouverte à tous.

Retour sur novembre et décembre : victoire ou défaite ?

En avril 2002, le gouvernement de gauche plurielle avait mis en place le décret et les arrêtés ECTS/LMD. Les universités ont commencé à appliquer cette réforme. Ferry avait présenté un projet de loi pour la compléter dès le printemps 2003, mais le mouvement de Mai-Juin a entraîné son ajournement, même si la mobilisation étudiante était restée limitée. Celle-ci a donc démarrée alors que l’essentiel de la réforme était adoptée et commençait à s’appliquer, au moment où Ferry voulait lui donner toute son ampleur.

Au moment où plusieurs facs ont été bloquées, Ferry a annoncé que la loi n’était plus à l’ordre du jour. Cela prouve que la mobilisation étudiante fait peur au gouvernement. Mais rien ne garantit que la loi ne ressortira pas du chapeau, puisqu’il nous a déjà fait le coup. Les conséquences de la déjaction des ECTS/LMD sont et vont être dramatiques : mise en concurrence des universités et des filières, casse des droits étudiants comme la compensation et la session de septembre… et surtout adaptation du contenu et

Manifestation nationale
Samedi 17 janvier 2004 - Paris
14h, depuis ministère de l’industrie, rue de Bercy

Max, [Lyon]

Rennes 2 : mobilisation exemplaire

Un mouvement « inattendu »

Il faut bien reconnaître que les militants syndicaux ont été assez surpris de l’affluence lors de la première AG d’information sur le LMD et la loi d’autonomie des universités qui a eu lieu fin octobre. Plusieurs centaines de personnes ont assisté à la présentation des réformes par les syndicats : rendez vous était pris pour des interventions dans les amphis et une autre AG la semaine suivante.

Ce fut alors la confirmation du sentiment de l’AG précédente : il y avait nettement plus de monde dans l’amphi, ce mardi 4 novembre ! Après une nouvelle présentation des réformes, les participants sont partis dans toute la fac pour donner l’information à tous les étudiants.

Le lendemain, la grève était votée largement, à plus de 1500 personnes, les débrayages d’amphis et le blocage de la fac ont eu lieu durant l’après midi : c’était le début d’un mois d’occupation…Rapidement, le mouvement s’est structuré : organisation des piquets de grève, mise en place de commissions de travail, et à la fin de la première semaine, création d’un comité de grève.

Les piquets de grèves se sont mis en place dès la première semaine, mais n’ont pas tenu jusqu’à la fin de la grève : malgré la motivation, il a été très difficile de faire tourner les équipes, et une division des tâches s’est instaurée, usante pour le noyau des « piquetistes ». Le Hall principal de la fac est devenu lieu de débats, d’échanges… et de vie, car l’occupation impliquait de préparer à manger, d’avoir des dortoirs, et aussi de faire la fête !

Une première coordination nationale des facs en grève s’est tenu à Rennes le 29 Novembre, rassemblant une quarantaine d’universités, jusqu’au début du mois de décembre, nous étions suspendus à l’espoir du démarrage d’un mouvement national, ce qui nous a permis de tenir en attendant « la relève ». Mais la journée d’action qui a suivi la coordination de Rennes a vu s’effondrer nos espoirs : une participation très faible aux manifestation, une stagnation du nombre de facs en lutte… A Rennes, de plus en plus de personnes venaient en AG pour voter contre la grève : le risque est devenu très grand d’un vote massif contre la grève et le blocage, qui démorliserait tout le monde. Le comité de

Il serait fastidieux de raconter chaque journée de la grève, mais je vais tenter de souligner les temps forts de ce mois de lutte. Après une première semaine consacrée à l’informa-

Anne-Julie, [Rennes]

Xavier, [Nanterre]

Benjamin, [Sorbonne]

Max, [Lyon]

Oscar, [194]

La grève continue chez Pizza Hut.

Depuis la première journée de grève du 28 novembre dernier, 14 restaurants sont encore en grève pour dénoncer : les licenciements abusifs, le harcèlement des salariés, la fermeture d'unités, les salaires bloqués, les conditions de travail exécrables et pour exiger :

- l'arrêt de toutes les procédures de licenciement et la réintégration de tous les salariés
- l'augmentation des salaires
- le 13^e mois
- une prime de chaussure de 50 euros, l'augmentation de la prime de salissure et une prime de sécurité
- le salaire d'un manager pour les managers adjoints qui gèrent seuls une unité
- etc

Etouffement de la contestation à Nanterre

Rappel des faits :

23 octobre 2003 : La présidence de Paris X Nanterre procède à la fermeture d'un local de l'UNEF suite à l'action de sans -facs et de militants pour demander leur inscription
17 décembre 2003 : Une action intersyndicale réunissant 80 militants travailleurs, étudiant, lycéens ouvrent le local.

La présidence de l'université profite des vacances de Noël pour murer le local de l'UNEF, diviser la quasi totalité des locaux syndicaux et procède aussi au cloisonnement du hall d'un bâtiment de la fac. On atteint des sommets dans la logique du tout sécuritaire à l'université Paris X Nanterre (Contrat Local de Sécurité, vigiles, caméras…)

Malgré les objectifs avoués de la présidence (sécurité incendie, lutte contre les trafic de drogue…), cette logique a pour unique but de museler les étudiants, de réduire en miettes le peu de libertés qui restaient aux étudiants de Nanterre.



Jeunesse précaire, en galère, en colère !

On travaille sans arrêt, dans des conditions déplorables, pour un salaire bien trop faible, à des horaires hallucinants, largement modulables au souhait de l'employeur, et ceci sans garantie de l'emploi ! En galère tout les mois pour "joindre les deux bouts", on accepte, on baisse trop souvent la tête, on se dit que "c'est toujours mieux que rien". Mais la jeunesse précaire bouillonne, elle est profondément en colère ! Elle est en colère parce

qu'aujourd'hui, une société comme IPSOS (Sondages) a fait 94 Millions d'euros de chiffre d'affaire en 2002, ceci en employant 800 enquêteurs et enquêtrices, payé(e)s au lance pierre, contraint(e)s de travailler sur des horaires entièrement modulables par la direction, dans des locaux déplorables et avec du matériel qui ne fonctionne pas, et surtout, sans aucune certitude de continuer à travailler le lendemain !

Aujourd'hui, si les heureux patrons de

ces glorieuses entreprises se payent une nouvelle villa en Italie et mangent du caviar avec leurs actionnaires pendant que nous, le peuple, nous trimons pour manger, c'est grâce à notre précieux gouvernement CRS (Chirac, Raffarin, Sarkozy) qui tue un par un tout les acquis sociaux, la « politique pour l'emploi » de Raffarin supprime les droits sociaux des travailleurs pour donner plus de « flexibilité » aux employeurs. « Flexibilité » ! Ils appellent ça comme ça ! C'est au nom de cette « flexibilité » que l'on assassine nos droits, c'est en son nom que l'on est condamné à bosser toute la semaine et même le dimanche pour payer le loyer à la fin du mois, c'est toujours au nom de cette « flexibilité » que personne, parmi nous, ne sait ce qu'il en sera demain... Merci, Raffarin de penser à nous, merci d'aider notre patron à nous exploiter, merci d'augmenter ta paye de 70 % pendant que je suis à découvert...

Mais le patron à besoin de nous, tandis que nous n'avons pas besoin de lui ! c'est

Rejet d'un amendement sur l'information relative à l'homophobie au travail !

(dépêche du Quotidien de Têtu du 22/12/2003)

A l'occasion de l'examen du projet de loi Fillon relatif à la formation professionnelle et au dialogue social la semaine dernière à l'Assemblée nationale, Martine Billard, députée Verts de Paris, a présenté un amendement visant à étendre l'information des salariés sur les discriminations en milieu professionnel visées à l'article L. 122-45 du code du travail à l'homophobie au travail. L'article 43 du texte de loi prévoit en effet

qu'une notice d'information sur leurs droits est distribuée aux salariés.

Tout en reconnaissant que le "sujet est important", le rapporteur du projet de loi, Jean-Paul Anciaux, a préféré écarter cet amendement, soutenu en cela par François Fillon, ministre des Affaires sociales, du travail et de la solidarité.

Mais Connolly et l'ICA déclarent leur opposition à la guerre tandis que la maison des syndicats de Dublin arbore une bannière : « Ni le Roi, ni le Kaiser, l'Irlande ! ». A Pâques 1916, 550 Volonteurs de l'IRB et 200 membres de l'ICA déclenchent une insurrection à Dublin. Des représentants des courants nationalistes signent la proclamation d'indépendance. Mais contrairement à ce qu'espèrent les insurgés, la population ne se soulève pas, et l'armée britannique prend d'assaut Dublin. La ville est bombardée, des centaines d'Irlandais sont tués, un millier blessés, et les insurgés se rendent. Les signataires de la déclaration d'indépendance sont fusillés. Cet événement fondateur restera la « Pâques sanglante ».

Les paroles de ces disques ainsi que celles de nombreux rappeurs anglophones sont sur : www.ohhla.com

Xavier X, [Nanterre]



Violence sioniste

Violence sioniste

Le 30 décembre 2003 alors que des syndicalistes de l'Agén (Association Générale des Etudiant de Nanterre : ancienne scission de l'UNEF d'inspiciant maoïste) se rendaient à une audience au tribunal administratif de Paris pour la sauvegarde de leur local menacé de fermeture par l'administration de l'université Paris X, ils ont été agressé par des membres de la LDJ et du Betar. La LDJ et le Betar sont des groupuscules sionistes fascisants s'apparentant à de véritables milices organisées. La LDJ est interdite en Israël et aux Etats Unis.

Il est important de souligné le caractère extrêmement violent de ces agressions se déroulant jusqu'au sein même du TA (un militant hospitalisé avec opération chirurgicale lourde, greffiers menacés...).De même, il est à noter la passivité des services de police qui n'interviennent qu'après la fuite des agresseurs. Contredisant son ministre (N. Sarkozy) sur la disparition des zones de non droit, un policier déclare ne pas pouvoir intervenir, le TA se trouvant sur " le territoire de la LDJ et du Betar " ! Ce type d'agressions ainsi que l'impunité dont elles bénéficient doivent être condamnées et combattues de la seule manière efficace : une mobilisation de masse.

Kultur

Paris, Sonic Jihad Dead Prez, Get free or die tryin'

Certains croient que le rap, ce n'est que de la musique commerciale avec des clips à grosses voitures, filles à moitié nues et grosses chaînes en or. Paris et Dead Prez, un rappeur et un groupe de rap améri-

cains, prouvent le contraire.

Sonic Jihad est une tuerie : un titre et une pochette(un avion qui s'écrase sur la Maison Blanche) provocants mais un disque entièrement anti-impérialiste et anti-capitaliste. Des sons enregistrés dans les manif anti-guerre et des paroles sans concessions, qui appellent les peuples opprimés et les pauvres d'Amérique à se soulever contre l'impérialisme. Paris dénonce dans un album au son très old school tous les aspects de l'oppression des jeunes Noir(e)s des Etats-Unis : exploitation, brutalités policières... Il évoque aussi le sort des jeunes Noirs des ghettos qui s'enrôlent dans l'armée pour échapper à la misère et la prison en croyant servir une cause juste (« peacekeeping mission ») mais qui se rendent compte qu'ils servent à opprimer et coloniser les peuples... Les rappeurs vendus aux systèmes et sexistes en prennent également pour leur grade. « Garle

La lutte du peuple irlandais 1916-1972

La lutte du peuple irlandais contre le colonialisme britannique est riche d'enseignements : sur l'anti-impérialisme, les liens entre religion et lutte de libération nationale, les conséquences de la partition d'un pays... Les dernières élections au parlement d'Irlande du Nord nous ont montré que la situation était loin d'être réglée puisque la première force est le parti du révérend Paisley, opposé à tout partage du pouvoir avec la minorité catholique. Retour sur la période 1916-1972.

Depuis 1801, l'Irlande est partie intégrante du « Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande », il n'y a plus de parlement à Dublin, et l'économie irlandaise est entièrement subordonnée aux décisions britanniques : ainsi, lors de la grande famine de 1845-49, lorsque 1,5 millions d'Irlandais sont morts et 1 million ont émigré, les Britanniques ont obligé les Irlandais à exporter leurs productions agricoles alors qu'ils mouraient de faim...

Pâques sanglante

Malgré des expériences d'unité entre Catholiques et Protestants, le nationalisme irlandais est, au début du 20^{ème} siècle, le fait quasi-exclusif des Catholiques, la confession des colonisés, dont les principales organisations sont l'Irish Republican Brotherhood (IRB) qui prône l'insurrection armée, Sinn Fein (front multiclassé, que l'IRB a décidé d'infiltrer), ou l'Irish Citizen Army (ICA) (Léline l'appelle « première armée rouge d'Europe »), de James Connolly, un dirigeant révolutionnaire. Ces organisations créent une agitation que les Britanniques ont de plus en plus de mal à contrôler. Lorsque la guerre éclate en 1914, ils pensent que les tensions vont s'apaiser.

Mais Connolly et l'ICA déclarent leur opposition à la guerre tandis que la maison des syndicats de Dublin arbore une bannière : « Ni le Roi, ni le Kaiser, l'Irlande ! ». A Pâques 1916, 550 Volonteurs de l'IRB et 200 membres de l'ICA déclenchent une insurrection à Dublin. Des représentants des courants nationalistes signent la proclamation d'indépendance. Mais contrairement à ce qu'espèrent les insurgés, la population ne se soulève pas, et l'armée britannique prend d'assaut Dublin. La ville est bombardée, des centaines d'Irlandais sont tués, un millier blessés, et les insurgés se rendent. Les signataires de la déclaration d'indépendance sont fusillés. Cet événement fondateur restera la « Pâques sanglante ».



la partition par 64 votes contre 57, tandis que la convention de l'IRA s'y oppose. Le 23 janvier 1922, l'Etat d'Ulster est reconnu par le gouvernement du Sud (dit de l'« Etat libre »). Les Britanniques font pression pour qu'il écrase les « anti-traité » qui prônent la libération de toute l'Irlande. Le 28 juin 1922 leur OG de Dublin est assiégé par les troupes de l'Etat libre. La guerre civile dure jusqu'en

Guerre de libération et partition

A cause de la répression britannique, les

juillet 1923 et se solde par une défaite de l'IRA et des anti-traité. 4000 Irlandais sont morts. Le 1^{er} juillet 1923 on dénombre 11 316 prisonniers.

Dans les décennies qui suivent, l'histoire de l'Etat du Sud sera celle des rivalités entre différentes franges de la bourgeoisie : ceux dont les intérêts sont liés à l'économie britannique et qui prônent le rapprochement avec la Grande-Bretagne, et ceux qui souhaitent l'émergence d'une économie nationale indépendante et mettent en avant le protectionnisme. Ce sont les premiers qui, par la force des choses, s'imposeront avec la signature, en 1965, d'un traité de commerce avec la Grande-Bretagne puis, en 1973, l'adhésion à la CEE. Le sort de la minorité catholique du Nord ne les intéresse pas vraiment.

Apartheid au Nord

Au nord, avec l'Etat d'Ulster c'est un système d'Apartheid qui se met en place. Le découpage électoral assure la majorité aux protestants même là où ils sont minoritaires. Discrimination à l'embauche, dans l'attribution des logements... Le système de répression mis en place en 1922, le *Special Powers Act*, permet à l'armée et à la police d'arrêter sans mandat, d'emprisonner sans inculpation ni procès, de pénétrer et de fouiller dans les maisons sans mandat et avec effraction, d'empêcher une enquête après la mort d'un prisonnier... Le Premier. Ministre d'Afrique du Sud déclarait en 1963 qu'il regrettait de ne pas avoir un arsenal légal aussi étendu ! Les Britanniques et leurs alliés unionistes protestants privent la minorité catholique de ses droits et de toute possibilité de se soulever et divisent les classes ouvrières catholiques et protestantes qui auraient pourtant intérêt à s'unir contre le capitalisme britannique.

Le changement de contexte international après la deuxième guerre mondiale (notamment les luttes d'indépendance qui affaiblissent l'empire britannique) vont donner l'occasion à l'IRA de relever la tête. Elle organise, entre 1956 et 1962, la « campagne des frontières », une série d'attaques contre des objectifs militaires dans le Nord. Mais elle ne gagne pas l'assise populaire qui lui serait nécessaire pour devenir un mouvement de masse et obtenir son objectif : l'unification de l'Irlande. Au Nord, c'est le mouvement des droits civiques, qui sera soutenu par l'IRA, qui déclenche une mobilisation massive. Ses revendications sont modérées : une personne = un vote, abolition du Special Powers Act...

Le 4 janvier 1969, après une « longue marche » de plusieurs jours, des manifestants des droits civiques arrivent à Derry.



protestants. L'attaque du ghetto de Derry donne lieu à de violents affrontements. La police utilise du gaz CS (le même que celui des USA au Viet-Nam) contre la population qui les chasse à coup de cocktails molotov (43 000 bouteilles sont utilisées en 3 jours !). De nombreuses villes du Nord se soulèvent, ainsi que les ghettos de Belfast, les « zones libres » se multiplient, et c'est une situation de double pouvoir qui émerge.

Treize morts, des dizaines de blessés. C'est le *Bloody Sunday* (Dimanche sanglant). Dans les jours qui suivent les manifestations se multiplient dans le monde. A Dublin, le 5 février, 30 000 personnes manifestent devant l'ambassade britannique et la brûlent. Mais la mobilisation de masse va rapidement retomber, y compris en Irlande du Nord. Le 24 mars le gouvernement britannique suspend le parlement autonome d'Irlande du Nord et la Direct Rule (domination directe) est introduite. Même si la suspension de ce parlement entièrement aux ûains des unionistes protestants peut apparaître comme une victoire pour les républicains car c'est un aveu de faiblesse de la part du gouvernement de Londres, la situation de la minorité catholique ne va pas s'améliorer. Ce camouflet infligé aux Unionistes et Loyalistes protestants va entraîner une radicalisation encore plus forte de leurs milices paramilitaires qui multiplient les actions violentes contre les républicains et les ghettos catholiques. Le mouvement républicain se trouve, du point de vue politique, dans un tête à tête direct avec Londres.

L'IRA officielle annonce qu'elle suspend les actions armées. L'IRA provisoire propose aux Britanniques un cessez-le-feu qui ne durera que quelques jours. Le 21 juillet, 22 bombes sont posées dans Belfast par l'IRA, qui entend démontrer qu'elle continuera de défendre les zones libérées. Le 31 juillet, à 4h30, 21 000 soldats britanniques partent à l'assaut des zones libres à bord de véhicules blindés. C'est la plus grande opération militaire britannique depuis la guerre de Corée. Les républicains savent qu'ils ne pourront pas tenir face à un tel déploiement de forces militaires. Les zones libres sont reprises. Une page de l'histoire de l'Irlande se tourne.

Bloody Sunday

Le 30 janvier, à Derry, ce sont plus de 20 000 personnes, soit les deux tiers de la population des quartiers catholiques, qui participent à la manifestation. Des parachutistes britanniques sont arrivés le matin même dans la ville. Soudain, ils ouvrent le feu à balles réelles sur la manifestation.

Amélie, [Sorbonne]

n° 41

r é v o l u t i o n

é g a l i t é



d é m o c r a t i e

janv 2004

Jeunesses communistes révolutionnaires

1€

Contre la
misère et
l'exploitation

Donnons notre
voix aux luttes